LES OUTILS

Interpellations du monde politique

"Les 10 revendications de la PFSA. Pour que la souveraineté alimentaire prime sur les intérêts commerciaux". 1999 - 2000.
"Les revendications des ONG belges sur les positions de l'UE dans les négociations agricoles de l'OMC". Avril 2001.
"Position de la PFSA sur la réforme de la PAC". Mars 2003.

Dossiers pédagogiques

Destinés à toute personne désireuse de travailler au sein d'un groupe (à partir de 16 ans).
"Souveraineté alimentaire et Organisation Mondiale du Commerce". Sept. 1999. Prix : 2,50 €
6 fiches reprenant les éléments essentiels à l'agriculture (accès à la terre, ressources naturelles, financements, etc.), les deux modèles agricoles d'aujourd'hui, le concept de souveraineté alimentaire, les lois hégémoniques de l'OMC, les différents acteurs (institutions internationales, sociétés multinationales, États, agriculteurs, femmes et consommateurs), sans oublier la mobilisation et des pistes d'alternatives.
"L'agriculture : à quoi ça sert ? L'agriculture multifonctionnelle (AMF)". Sept. 2001. Prix : 2,50 €
5 fiches allant de l'histoire de l'AMF à son application dans les diverses régions du monde, en passant par les débats qu'elle suscite dans les négociations internationales.

Bulletins d'infos

Une vingtaine de numéros pour tout savoir sur la souveraineté alimentaire: agenda PFSA, événements clés, publications et brèves (avril 2000 - décembre 2002).

Actions publiques

Manifestations, événements politico-festifs ("Qui prépare la soupe", 1999), séminaires, visites d'exploitations agricoles, moblisation symbolique lors de la Journée mondiale de l'alimentation, etc.

LES MEMBRES

Action catholique rurale des femmes (ACRF), Les amis de la terre, Apiculture sans frontières, AVES, Comité pour des accords de pêche équitables (CAPE), Centre d'études et de formation en écologie (CEFE), Conseil de la jeunesse catholique (CJC), Centre national de coopération au développement - Opération 11.11.11 (CNCD), Réseau des consommateurs responsables (RCR), Collectif stratégies alimentaires (CSA), Collectif d'échanges pour la technologie appropriée (COTA), Consumer group, Vredeseilanden, Entraide et fraternité/Action vivre ensemble, Foodfirst information and action network (FIAN - Belgium), Fédération des jeunes agriculteurs (FJA), Front uni des jeunes agriculteurs (FUJA), Fédération wallone de l'agriculture (FWA), Guide nature, Inter-environnement, Jeunesse et écologie, Ligue royale belge pour la protection des oiseaux (LRBPO), Les Magasins du monde-Oxfam, Max Havelaar, Mouvement chrétien pour la paix (MCR), Miel Maya Honig, Nature et progrès, Le monde selon les femmes, Oxfam-solidarité, Petits pas, Pesticides action network (PAN), Peuples solidaires, Solidarité socialiste, Sorghal, SOS Faim-Action pour le développement, SOS-pro gentibus (SOS-PG), Vétérinaires sans frontières (VSF), Vie féminine.

PFSA
Quai du commerce 9
1000 Bruxelles
BELGIQUE

☎ + 32 (2) 250 12 61 (direct)
+ 32 (2) 250 12 30 (central)

⌨ + 32 (2) 250 12 63

✉ cecile.vanderstappen@cncd.be
cncd@cncd.be (central)

Plate-forme pour la Souveraineté Alimentaire

P F S A

"La souveraineté alimentaire est le droit des peuples et communautés à définir eux-mêmes des politiques alimentaires et agricoles qui soient appropriées sur les plans environnemental, social, économique et culturel, à leurs conditions uniques.

Cela inclut le droit effectif à la nourriture et à la production alimentaire, ce qui signifie que tous les peuples ont le droit d'accéder à des aliments sains, nourrissants et appropriés culturellement ainsi qu'aux ressources nécessaires à la production de ces aliments.

Cela inclut aussi les capacités individuelle et collective d'être autosuffisant en ces domaines. La souveraineté alimentaire est la condition préalable de la sécurité alimentaire."

LA FORME

La Plate-Forme Souveraineté Alimentaire (PFSA) réunit des représentants issus de divers horizons : ONG de développement, organisations rurales, mouvements de défense de l'environnement et de consommateurs.

La PFSA désire impliquer les acteurs de la société civile concernés dans la définition et la mise en œuvre des politiques de sécurité et souveraineté alimentaire ainsi que des politiques qui y sont liées (agriculture, pêche, environnement, commerce, OMC…).

Au-delà des intérêts sectoriels mais par souci d'intérêts collectifs internationaux, la PFSA veut promouvoir la souveraineté alimentaire pour tous. Son travail est par conséquent engagé en faveur de relations nord-sud plus justes.

LES PRINCIPES

L'agriculture familiale revêt une importance capitale pour assurer la sécurité alimentaire et l'accès des populations aux ressources partout dans le monde.

Les attentes de la société à l'égard de l'agriculture familiale sont multiples : outre la sécurité alimentaire des populations et la production d'une alimentation saine et appropriée, elle contribue à développer un tissu social et économique dans les zones rurales et à maintenir voire améliorer l'environnement et le paysage.

La souveraineté alimentaire constitue une condition indispensable pour que l'agriculture familiale puisse assurer les rôles qui lui sont dévolus (la sécurité alimentaire, l'accès aux ressources comme la terre).

La reconnaissance de la souveraineté alimentaire et de la prépondérance de l'agriculture familiale doit se traduire dans des **politiques agricoles efficaces** assurant des **prix rémunérateurs** pour les produits agricoles, reflétant les intérêts et la solidarité entre les producteurs des différents pays et régions.

La première exigence de solidarité est d'éviter que des courants d'échanges ne viennent déstabiliser les marchés internes des autres pays, notamment dans le cas d'exportations du nord vers le sud. Elle doit permettre aux peuples et Etats de **favoriser et protéger les marchés internes** ou régionaux

En conséquence, les règles qui régissent le commerce doivent être au service d'une telle vision et non le contraire. Ces règles doivent être adaptées aux **exigences du développement interne des différents pays** avec une attention toute particulière pour les pays les plus pauvres.

LES THEMES

Souveraineté alimentaire et Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

La crise alimentaire (illustrée entre autres, en Europe, par l'affaire de la vache folle, l'utilisation controversée des organismes génétiquement modifiés ou la contamination par la dioxine) a des conséquences économiques et humaines considérables touchant de nombreuses populations de notre planète et plus sensiblement le monde paysan. L'industrialisation massive de l'agriculture et de l'élevage est, pour une bonne part, à l'origine de cette situation. La libéralisation du commerce favorisée par le GATT - OMC (Organisation mondiale du commerce) impose un système de concurrence féroce entre les multinationales de l'agro-alimentaire: "il faut produire toujours plus et à moindre prix". En découle une dérégulation du secteur agricole à l'échelle de la planète, un démantèlement social dans de nombreuses régions du monde, des atteintes à l'environnement et une perte de qualité des aliments.

Politique Agricole Commune (PAC)

Le système agricole européen qui s'est construit sous l'impulsion de la PAC a démontré ses limites (crises alimentaires, non-respect de l'environnement, situations professionnelles précaires des paysans, atteinte à la souveraineté alimentaire, etc.) ainsi que l'impasse de l'industrialisation et de la concentration de l'agriculture. Une révision profonde de la PAC s'impose, non seulement sous la pression des pays membres, mais aussi dans un contexte d'élargissement européen et de négociations internationales à l'OMC. L'incohérence des politiques européennes qui défendent d'une part un modèle de production fondé sur une agriculture multifonctionnelle tout en développant sa vocation exportatrice (principalement fondée sur des pratiques de dumping), appelle à la revalorisation d'instruments de régulation des marchés agricoles communautaires et internationaux. Dans ce cadre, les préoccupations des petits producteurs du Sud qui jouent un rôle central dans l'alimentation populaire, doivent être entendues. Des propositions concrètes sont développées dans le cadre de la PFSA, mais aussi en liaison avec les ONG et organisations paysannes d'autres pays européens et du sud.